ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre des vacations, saisi par le Ministre de l'Intérieur, le 3 août 1981, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "portant exécution de l'article 1er, alinéa 2, de la loi du 29 juillet 1934, interdisant les milices privées et complétant la loi du 3 janvier 1933 relative à la fabrication, au commerce et au port des armes et au commerce des munitions", a donné le 26 août 1981 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede vakantiekamer, de 3e augustus 1981, door de Minister van Binnenlandse Zaken verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot uitvoering van artikel 1, tweede lid, van de wet van 29 juli 1934, waarbij de private milities verboden worden en waarbij de wet van 3 januari 1933 op de vervaardiging van, de handel in, en het dragen van wapens en op de handel in munitie, aangevuld wordt", heeft de 26e augustus 1981 het volgend advies gegeven :

PORTEE DE L'ARRETE EN PROJET.

La loi du 29 juillet 1934 porte en son article ler :

"Sont interdites toutes les milices privées ou toute autre organisation de particuliers dont l'objet est de recourir à la force ou de suppléer l'armée ou la police, de s'immiscer dans leur action ou de se substituer à elles.

Des exceptions à cette interdiction peuvent être autorisées par arrêté royal, délibéré en conseil des Ministres, au profit d'organisations non politiques".

Le projet, qui a été délibéré en Conseil des Ministres, a pour objet de déterminer les conditions qu'il faut en tout cas remplir pour pouvoir bénéficier des autorisations d'exceptions prévues à l'alinéa 2 de l'article ler précité, les obligations qui sont en tout cas imposées aux organisations qui en bénéficient, les demandes d'autorisation, leur examen, la durée de ces autorisations.

L'alinéa 2 de l'article ler de la loi de 1934 n'impose, pour l'autorisation des exceptions, qu'une règle de forme (délibération en Conseil des Ministres) et une règle de fond : les autorisations ne peuvent être accordées qu'au profit d'organisations non politiques.

Pour le surplus, le Roi demeure libre d'apprécier l'opportunité d'autoriser ou non une exception et même d'assortir cette autorisation des limites et conditions qu'il jugera nécessaire d'imposer.

.../...

Par le présent projet, le Roi réglemente son pouvoir en établissant un certain nombre de règles qui devront être respectées par les organisations et par Lui-même dans l'octroi des autorisations.

Chaque autorisation individuelle n'en devra pas moins être accordée par arrêté royal délibéré en Conseil des Ministres puisque la loi l'impose.

L'arrêté n'aura pas davantage pour effet de priver le Roi du pouvoir d'apprécier l'opportunité d'accorder ou non une autorisation, même si toutes les conditions prévues par l'arrêté sont remplies. Il doit être considéré comme imposant des conditions minimums pour qu'une exception puisse être autorisée, sans créer pour autant un "droit à l'exception" pour les organisations qui les remplissent. La délibération en Conseil des Ministres et l'avis requis des autorités judiciaires impliquent en effet un pouvoir d'appréciation.

PREAMBULE.

L'alinéa 1er doit être complété comme suit : ".....,
notamment l'article 1er, alinéa 2; ".

L'alinéa 2 doit être omis, et sa teneur reprise dans la formule de proposition, à rédiger comme suit (1) :

.../...

---

(1) Voir, pour la proposition par le Ministre de la Justice, l'observation faite sous l'article 14, n° 3.

"Sur la proposition de Notre Ministre de la Justice et de Notre Ministre de l'Intérieur, et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,".

Dans le texte français, la formule introductive du dispositif doit être :

"NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS :".

DISPOSITIF.

La structure de l'arrêté pourrait être améliorée de la façon suivante :

CHAPITRE Ier : Champ d'application (article 1er).

CHAPITRE II : Conditions de l'autorisation (articles 6 à 10).

CHAPITRE III : Procédure (articles 13 à 16).

CHAPITRE IV : Exercice des fonctions (articles 2 à 5, 11 et 12).

CHAPITRE V : Sanctions (article 17).

CHAPITRE VI : Dispositions finales (articles 18 et 19).

.../...

Article 1er.

Cet article serait mieux rédigé comme suit :

"Article 1er.-

Le présent arrêté est applicable aux organisations qui sollicitent ou qui ont obtenu l'autorisation prévue à l'article 1er, alinéa 2, de la loi du 29 juillet 1934 interdisant les milices privées et complétant la loi du 3 janvier 1933 relative à la fabrication, au commerce et au port des armes et au commerce des munitions".

Article 2.

1. L'article devrait être divisé en paragraphes plutôt qu'en numéros.

La même observation vaut pour les articles 3, 5 et 13.

2. Le champ d'application de l'article 2 étant manifestement plus étroit que celui de l'article 1er, qui comprend non seulement les organisations autorisées mais aussi celles qui peuvent obtenir l'autorisation, il conviendrait de remplacer les mots "visées à l'article 1er" par les mots "autorisées conformément au présent arrêté".

La même observation vaut pour les articles 3 à 5.

.../...

La phrase liminaire du 1. (devenant le paragraphe 1er) serait mieux rédigée comme suit :

"Les membres du personnel des organisations autorisées conformément au présent arrêté, ci-après dénommées "organisations autorisées", doivent porter un uniforme dans les lieux accessibles au public".

A l'alinéa 2, mieux vaudrait écrire : "... des forces chargées du maintien de l'ordre" au lieu de : "... des forces de police".

La seconde phrase du 2. (devenant le paragraphe 2) devrait être libellée comme suit dans le texte français :

"Cette dérogation est accordée par le Ministre de l'Intérieur sur demande spéciale".

Article 3.

Le 1. (devenant le paragraphe 1er) serait mieux rédigé comme suit :

"Les organisations autorisées communiquent les renseignements déterminés par le Ministre de l'Intérieur aux bourgmestres des communes dans lesquelles elles exercent leurs activités dans des lieux accessibles au public, ainsi qu'aux autorités territorialement compétentes de la gendarmerie".

.../...

Suivant les 2 et 3 (devenant les paragraphes 2 et 3) :

"2. - Les membres du personnel des organisations visées doivent informer immédiatement les services de police des délits dont ils prennent connaissance dans l'exercice de leur fonction sans pouvoir s'immiscer dans l'exercice des polices administrative et judiciaire.

3. - Les organisations visées doivent informer les services de police des délits dont les membres de leur personnel prennent connaissance dans l'exercice de leurs fonctions".

I. L'interdiction faite aux membres du personnel des organisations autorisées de "s'immiscer dans l'exercice des polices administrative et judiciaire" paraît, dans la généralité de ses termes, peu conciliable avec les missions en vue desquelles l'autorisation aura été accordée. En tant qu'elles ont nécessairement pour objet "de prévenir la perpétration et d'empêcher la continuation des infractions", ces missions se confondent matériellement avec celles de la police administrative (voir R.P.D.B. V° "Police judiciaire", n° 2). Par ailleurs, se concevrait-il d'interdire aux membres du personnel des organisations autorisées de recevoir, fût-ce de manière tout à fait passive, des témoignages ou des aveux, ce qui s'apparente à une fonction de police judiciaire ?

La formule utilisée présente l'inconvénient supplémentaire de recourir à la terminologie ("s'immiscer") de l'article 227 du Code pénal, qui réprime l'immixtion dans des fonctions publiques, civiles ou militaires, de sorte qu'on pourrait se demander si, en l'occurrence, l'application de la sanction administrative prévue à l'article 17 du projet ne serait pas

subordonnée à l'application préalable de la loi pénale par la juridiction compétente, ce qui ne correspond vraisemblablement pas à l'intention du Gouvernement.

Le 2.ne susciterait pas les mêmes objections, tout en traduisant la préoccupation du Gouvernement, s'il était rédigé comme suit :

"§ 2. Les organisations autorisées ne peuvent se substituer aux services de police ni se comporter de manière à entretenir ou à laisser entretenir une confusion entre leurs membres et ceux des services de police. Leurs membres sont tenus d'informer immédiatement ces services des infractions dont ils ont connaissance dans l'exercice de leurs fonctions".

II. Le texte du 3.n'indique pas sur quelles personnes repose l'obligation d'information qu'il met à charge des "organisations". La disposition serait plus précise et mieux en concordance avec l'article 7 si elle imposait l'obligation d'information aux personnes chargées de la direction de l'organisation autorisée.

Article 4.

Il y aurait lieu d'écrire "autorisées" et non "visées".

Article 5.

Il ne semble pas suffisant que les organisations prennent "des mesures" en vue d'assurer le caractère confidentiel des informations qui parviennent à leur connaissance. Encore ces mesures doivent-elles être utiles.

.../...

Le texte suivant est proposé :

"Article 5.-

Les organisations autorisées doivent prendre toutes mesures utiles pour que les informations qui leur ont été confiées ou dont elles ont eu connaissance ne soient accessibles qu'aux seules personnes qui ont à les connaître en raison de leurs fonctions publiques ou privées.

Elles doivent exercer un contrôle permanent et efficace sur l'activité de leur personnel.

Elles transmettent annuellement un rapport d'activité au Ministre de l'Intérieur".

Article 6.

Il ressort des renseignements donnés au Conseil d'Etat que, selon la jurisprudence du Conseil des Ministres, dont le Gouvernement n'a pas l'intention de s'écarter, les autorisations ne sont et ne seront délivrées qu'à des sociétés commerciales de droit belge. Il semble cependant prudent de réserver le cas où le Conseil des Ministres estimerait pouvoir accorder l'autorisation à une association sans but lucratif.

Ces exigences doivent figurer dans le texte de l'arrêté en projet et elles semblent devoir trouver leur place logique à l'article 6 pour lequel le texte suivant est dès lors proposé :

.../...

"Article 6.-

Seules peuvent bénéficier de l'autorisation les sociétés ou les associations de droit belge, dotées de la personnalité juridique, et qui ont les activités autorisées pour objet exclusif.

Elles doivent apporter la preuve que les tâches qu'elles se proposent d'assumer répondent à un besoin réel pour la protection des personnes et des biens".

Article 7.

Il ressort des indications fournies au Conseil d'Etat que, dans l'intention du Gouvernement, l'agrément du Ministre devrait être requis pour tout le personnel d'encadrement.

Le texte suivant est dès lors proposé :

"Article 7.-

Les organisations autorisées ne peuvent confier de fonctions de direction ou d'autorité qu'à des personnes agréées par le Ministre de l'Intérieur".

Article 8.

Dans la phrase liminaire, il serait plus exact d'écrire "conditions" au lieu d'"exigences".

Au 1., dans le texte néerlandais, il faut écrire "Lid-Staat" et non "lidstaat".

Au 2., dans le texte néerlandais, il faut écrire "ten minste" et non "minstens".

Au 3. mieux vaudrait écrire : " ... aptes à l'exercice de leurs fonctions".

.../...

La deuxième phrase du 5.est superflue. Il s'agit là d'un pouvoir d'exécution pour lequel le Ministre n'a nul besoin d'une habilitation spéciale.

Le 6. serait mieux rédigé comme suit :

"6. Ils ne peuvent avoir appartenu à la police communale, à la gendarmerie, à la police judiciaire ou à un autre service de police au cours des cinq années précédant leur entrée en fonctions".

Article 9.

"Formation" serait préférable à "écolage".

Article 10.

De l'accord du fonctionnaire délégué, il s'indiquerait que l'article mentionne aussi l'uniforme.

Article 11.

Telle qu'elle est rédigée, cette disposition a une portée trop réduite par rapport aux intentions du Gouvernement.

Le texte suivant est proposé :

"Article 11.-

Les organisations autorisées communiquent immédiatement au Ministre de l'Intérieur toute modification des éléments produits à l'appui de la demande d'autorisation".

.../...

Article 12.

Il serait préférable d'écrire :

"Article 12.-
Les organisations autorisées sont soumises au contrôle organisé par le Ministre de l'Intérieur".

Article 13.

Cette disposition serait plus simplement et plus largement rédigée comme suit :

"Article 13.-
La demande d'autorisation est adressée au Ministre de l'Intérieur.

Elle est accompagnée des documents et des renseignements que le Ministre de l'Intérieur juge nécessaires à l'instruction de cette demande".

Article 14.

1. Il est superflu de préciser que l'enquête administrative est faite et l'avis du Ministre de la Justice recueilli "en vue de présenter le dossier au Conseil des Ministres".

2. Les termes "l'avis des autorités judiciaires" manquent de précision et pourraient, au surplus, laisser supposer que le Ministre de l'Intérieur s'adresserait aux "autorités judiciaires" sans l'intervention du Ministre de la Justice, ce qui serait contraire à la tradition. Il conviendrait donc que

.../...

le Ministre de l'Intérieur soit tenu de prendre l'avis du Ministre de la Justice, l'arrêté en projet laissant à celui-ci le soin de recueillir les avis qu'il estimera propres à l'éclairer sur l'opinion des "autorités judiciaires", c'est-à-dire vraisemblablement les avis des Procureurs généraux.

3. Si l'observation n° 2 est suivie, l'arrêté en projet imposera au Ministre de la Justice l'obligation d'émettre un avis. Il conviendrait donc que ce Ministre propose et contresigne avec le Ministre de l'Intérieur l'arrêté en projet et qu'il soit, en ce qui le concerne, chargé de son exécution (article 19).

4. Il va sans dire que l'avis du Ministre de la Justice devra être joint au dossier de manière à ce que chaque membre du Conseil des Ministres puisse en prendre connaissance.

Il est dès lors proposé de rédiger l'article plus simplement comme suit :

"Article 14.-
Le Ministre de l'Intérieur procède à une enquête administrative et demande l'avis du Ministre de la Justice".

Articles 15 et 16.

Ces deux dispositions devraient logiquement n'en former qu'une.

Ainsi qu'il a été exposé au début du présent avis à propos de la portée du projet, celui-ci n'aura pas pour effet de priver le Roi du pouvoir d'apprécier l'opportunité d'accorder ou non une autorisation, même si toutes les conditions prévues par l'arrêté sont remplies. Ce pouvoir implique celui de subordonner l'autorisation à des conditions supplémentaires. Pour

prévenir toute équivoque, cette précision devrait figurer dans le texte, de même que la nécessité corrélative de la délibération en Conseil des Ministres de chaque arrêté royal d'autorisation.

Le texte suivant est proposé :

"Article 15.-

L'autorisation est accordée, pour une durée de trois ans, par un arrêté royal délibéré en Conseil des Ministres, qui peut la subordonner à des conditions particulières.

Elle peut être prorogée par périodes de trois ans. Les demandes de prorogation sont introduites six mois au moins avant l'expiration de la période en cours".

Article 17 (devenant 16).

Il ressort des indications fournies au Conseil d'Etat que le non-respect des dispositions de l'arrêté en projet n'entraînera pas automatiquement les sanctions prévues par l'article. Le Roi, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, conservera sur ce point un pouvoir d'appréciation.

Dès lors, le texte serait mieux rédigé comme suit :

"Article 16.-

L'autorisation peut être révoquée par arrêté royal délibéré en Conseil des Ministres, en cas de violation des dispositions du présent arrêté ou des conditions particulières auxquelles elle a été subordonnée. Cette sanction entraîne le refus de toute nouvelle autorisation pendant dix ans à partir de la révocation".

.../...

Article 18 (devenant 17).

Cette disposition serait plus clairement rédigée comme suit :

"Article 17.-

Le présent arrêté entre en vigueur un an après sa publication au Moniteur belge. Il est applicable aux organisations qui ont obtenu, avant son entrée en vigueur, l'autorisation prévue à l'article 1er, alinéa 2, de la loi du 29 juillet 1934".

Article 19 (devenant 18).

Pour la raison exposée sous l'article 14, dans l'observation n° 3, l'article devrait être rédigé comme suit :

"Article 18.-

Notre Ministre de la Justice et Notre Ministre de l'Intérieur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté".

STREKKING VAN HET ONTWERP-BESLUIT.

De wet van 29 juli 1934 bepaalt in artikel 1 :

"Elke private militie of elke andere organisatie van private personen waarvan het oogmerk is geweld te gebruiken of het leger of de politie te vervangen, zich met dezer actie in te laten of in hun plaats op te treden, is verboden.

Uitzonderingen op dit verbod kunnen ten behoeve van niet-politieke organisaties bij een door de in Raad verenigde Ministers voorgedragen koninklijk besluit toegelaten worden".

Het ontwerp, waarover in Ministerraad is beraadslaagd, strekt tot het bepalen van de voorwaarden die in ieder geval vervuld moeten zijn om in aanmerking te kunnen komen voor de toegelaten uitzonderingen die bedoeld zijn in het tweede lid van het aangehaalde artikel 1, alsook tot het bepalen van de verplichtingen die in ieder geval worden opgelegd aan de organisaties die ervoor in aanmerking komen, van de toelatingsaanvragen, van het onderzoek en van de duur van die toelatingen.

Het tweede lid van artikel 1 van de wet van 1934 stelt, voor de toelating van de uitzonderingen, slechts een regel die de vorm betreft (beraadslaging in Ministerraad) en een regel die de grond betreft : de toelatingen mogen niet worden verleend dan ten behoeve van niet-politieke organisaties.

Voor het overige blijft de Koning vrij om te oordelen of het al dan niet past een uitzondering toe te laten en zelfs om aan die toelating de grenzen te stellen en de voorwaarden te verbinden welke Hij nodig acht.

.../...

Met het onderhavige ontwerp regelt de Koning zijn bevoegdheid door het vaststellen van een aantal regels die de organisaties en Hijzelf zullen moeten volgen bij het verlenen van de toelatingen.

Dit neemt niet weg dat elke individuele toelating zal moeten worden verleend bij een in Ministerraad overlegd besluit, aangezien de wet dat voorschrijft.

Het besluit zal evenmin tot gevolg hebben dat aan de Koning de bevoegdheid wordt ontnomen om te oordelen of het past een toelating al dan niet te verlenen, ook al zijn alle in het ontwerp gestelde voorwaarden vervuld. Het moet worden geacht voorwaarden te stellen opdat een uitzondering kan worden toegestaan, zonder daarom een "recht op de uitzondering" in het leven te roepen voor de organisaties welke die voorwaarden vervullen. De beraadslaging in Ministerraad en het vereiste advies van de rechterlijke overheden impliceren immers een beoordelingsbevoegdheid.

AANHEF.

Het eerste lid moet worden aangevuld als volgt : "... inzonderheid op artikel 1, tweede lid;".

Het tweede lid moet vervallen en de inhoud ervan moet worden verwerkt in het als volgt te redigeren voordrachtformulier (1) :

.../...

---

(1) Zie, voor de voordracht door de Minister van Justitie, de bij artikel 14 gemaakte opmerking nr 3.

"Op de voordracht van Onze Minister van Justitie en van Onze Minister van Binnenlandse Zaken, en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,".

In de Franse tekst moet de inleidende formule van het bepalend gedeelte als volgt luiden :

"NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS :".

BEPALEND GEDEELTE.

De structuur van het besluit zou als volgt kunnen worden verbeterd :

HOOFDSTUK I : Werkingssfeer (artikel 1).

HOOFDSTUK II : Voorwaarden betreffende de toelating (artikelen 6 tot 10).

HOOFDSTUK III : Procedure (artikelen 13 tot 16).

HOOFDSTUK IV : Taakuitoefening (artikelen 2 tot 5, 11 en 12).

HOOFDSTUK V : Sancties (artikel 17).

HOOFDSTUK VI : Slotbepalingen (artikelen 18 en 19).

Artikel 1.

Dit artikel zou beter als volgt worden geredigeerd :

.../...

"Artikel 1.-

Dit besluit is van toepassing op de organisaties die de toelating vragen of verkregen hebben die bedoeld is in artikel 1, tweede lid, van de wet van 29 juli 1934 waarbij de private milities verboden worden en waarbij de wet van 3 januari 1933 op de vervaardiging van, de handel in, en het dragen van wapens en op de handel in munitie, aangevuld wordt".

Artikel 2.

1. Het artikel zou beter in paragrafen worden ingedeeld dan in nummers.

Dezelfde opmerking geldt voor de artikelen 3, 5 en 13.

2. Aangezien de werkingssfeer van artikel 2 kennelijk enger is dan die van artikel 1, waar niet alleen de toegelaten organisaties bedoeld zijn maar ook die welke de toelating kunnen krijgen, zouden de woorden "bij artikel 1 bedoelde" moeten worden vervangen door "overeenkomstig dit besluit toegelaten".

Dezelfde opmerking geldt voor de artikelen 3 tot 5.

De inleidende volzin van de tekst onder 1.,die paragraaf 1 wordt, zou beter als volgt worden geredigeerd :

"De personeelsleden van de overeenkomstig dit besluit toegelaten organisaties, hierna "toegelaten organisaties" genoemd, moeten een uniform dragen op voor het publiek toegankelijke plaatsen".

.../...

In het tweede lid zou beter kunnen worden gelezen "... van de met de handhaving van de orde belaste diensten" in plaats van "... van de politiediensten".

De Franse tekst van de tweede volzin onder 2., zou als volgt moeten worden gesteld :

"Cette dérogation est accordée par le Ministre de l'Intérieur sur demande spéciale".

Artikel 3.

De tekst onder 1., die paragraaf 1 wordt, zou beter als volgt worden geredigeerd :

"De toegelaten organisaties verstrekken de door de Minister van Binnenlandse Zaken bepaalde inlichtingen aan de burgemeesters van de gemeenten waar zij hun activiteiten op voor het publiek toegankelijke plaatsen uitoefenen, alsook aan de territoriaal bevoegde rijkswachtoverheden".

De tekst onder 2. en 3. (die de paragrafen 2 en 3 worden) luidt :

"2.- De personeelsleden van de bedoelde organisaties moeten de politiediensten onmiddellijk inlichten over de misdrijven waarvan zij bij het uitoefenen van hun taak kennis krijgen, zonder zich te mogen mengen in de uitoefening van de administratieve en gerechtelijke politie.

3.- De bedoelde organisaties moeten de politiediensten inlichten over de misdrijven waarvan hun personeelsleden bij het uitoefenen van hun taak kennis krijgen".

.../...

I. Het aan de personeelsleden van de toegelaten organisaties opgelegde verbod om "zich te mengen in de uitoefening van de administratieve en gerechtelijke politie" lijkt, in de algemene bewoordingen waarin het is geformuleerd, weinig verenigbaar met de opdrachten waarvoor de toelating zal zijn verleend. Voor zover die opdrachten er noodzakelijk op gericht zijn het plegen van misdrijven te voorkomen en het voortzetten van misdrijven te verhinderen, vallen zij materieel samen met die van de administratieve politie (zie R.P.D.B., V° "Police judiciaire", nr 2). Zou het overigens wel aangaan de personeelsleden van de toegelaten organisaties verbod op te leggen om, al was het op een volkomen passieve wijze, getuigenissen of bekentenissen af te nemen, hetgeen ongeveer gelijkstaat met een taak van gerechtelijke politie ?

Aan de gebruikte formule is ook nog het nadeel verbonden dat gewerkt wordt met de terminologie ("zich inmengen in") van artikel 227 van het Strafwetboek, dat straf stelt op het zich inmengen in openbare ambten, hetzij burgerlijke of militaire, zodat men zich zou kunnen afvragen of, in dit geval, de toepassing van de in artikel 17 van het ontwerp gestelde administratieve sanctie niet ondergeschikt zou zijn aan de voorafgaande toepassing van de strafwet door het bevoegde gerecht, wat de Regering waarschijnlijk niet bedoelt.

De tekst onder 2. zou dezelfde bezwaren niet oproepen en toch de bedoeling van de Regering verwoorden indien hij als volgt werd geredigeerd :

.../...

"§ 2. De toegelaten organisaties mogen zich niet in de plaats van de politiediensten stellen of zich zo gedragen dat hun leden met de leden van de politiediensten verward worden of kunnen worden. Hun leden moeten die diensten onmiddellijk inlichten over de misdrijven waarvan zij in de uitoefening van hun taak kennis hebben".

II. De tekst onder 3. zegt niet op welke personen de informatieplicht rust welke hij aan de "organisaties" oplegt. De bepaling zou nauwkeuriger en meer in overeenstemming met artikel 7 zijn, indien zij de verplichting tot het verstrekken van inlichtingen oplegde aan de personen die belast zijn met de leiding van de toegelaten organisatie.

Artikel 4.

Men leze "toegelaten" in plaats van "bedoelde".

Artikel 5.

Het lijkt niet voldoende dat de organisaties "maatregelen" treffen voor het vrijwaren van het vertrouwelijk karakter van de verkregen inlichtingen. Die maatregelen moeten ook dienstig zijn.

De volgende tekst wordt voorgesteld :

.../...

"Artikel 5.-

De toegelaten organisaties moeten alle dienstige maatregelen treffen opdat de inlichtingen die hun zijn toevertrouwd en waarvan zij kennis hebben gekregen, alleen toegankelijk zijn voor de personen die wegens hun openbare of private bediening kennis ervan dienen te nemen.

Zij moeten een bestendige en doeltreffende controle uitoefenen op de activiteit van hun personeel.

Zij zenden jaarlijks een verslag over hun activiteit aan de Minister van Binnenlandse Zaken".

Artikel 6.

Naar aan de Raad van State is verklaard, worden volgens de jurisprudentie van de Ministerraad - en het ligt niet in de bedoeling van de Regering daarvan af te wijken - de toelatingen niet verleend en zullen die ook niet worden verleend dan aan handelsvennootschappen naar Belgisch recht. Het lijkt nochtans voorzichtig ook te rekenen met het geval dat de Ministerraad mocht menen de toelating aan een vereniging zonder winstoogmerk te kunnen verlenen.

Deze eisen moeten in de tekst van het ontwerp-besluit staan en logischerwijs zouden zij op hun plaats zijn in artikel 6, waarvoor derhalve de volgende tekst wordt voorgesteld :

"Artikel 6.-

Voor toelating komen alleen in aanmerking de vennootschappen of verenigingen naar Belgisch recht die rechtspersoonlijkheid bezitten en uitsluitend de toegelaten activiteiten tot doel hebben.

.../...

Zij moeten het bewijs leveren dat de taken welke zij zich voornemen uit te oefenen, beantwoorden aan een werkelijke behoefte ter zake van beveiliging van personen en goederen".

Artikel 7.

Uit de gegevens die aan de Raad van State werden verstrekt, blijkt dat volgens de Regering de erkenning door de Minister vereist zou zijn voor alle leden van het kaderpersoneel.

Derhalve wordt voorgesteld de tekst als volgt te lezen :

"Artikel 7.-
De toegelaten organisaties mogen geen gezags- of leidende functies toevertrouwen dan aan personen die door de Minister van Binnenlandse Zaken erkend zijn".

Artikel 8.

In de inleidende volzin zou het woord "voorwaarden" juister zijn dan "vereisten".

Onder 1. leze men "Lid-Staat" in plaats van "lidstaat".

Onder 2. leze men "ten minste" in plaats van "minstens".

Onder 3. kan beter worden gelezen : "... dat zij de nodige vakbekwaamheid bezitten en psychisch en fysiek geschikt zijn voor het uitoefenen van hun taak".

.../...

De tweede volzin van de tekst onder 5. is overbodig. Hij heeft betrekking op een uitvoeringsbevoegdheid waarvoor de Minister geen bijzondere machtiging behoeft.

De tekst onder 6. kan beter als volgt worden geredigeerd :

"6. Zij mogen in de loop van de vijf aan hun indiensttreding voorafgaande jaren geen lid zijn geweest van de gemeentepolitie, van de rijkswacht, van de gerechtelijke politie of van een andere politiedienst".

Artikel 9.

"Opleiding" zou te verkiezen zijn boven "scholing".

Artikel 10.

De gemachtigde ambtenaar is het ermee eens dat in het artikel ook melding zou worden gemaakt van het uniform.

Artikel 11.

Zoals deze bepaling is geredigeerd, heeft zij een te beperkte draagwijdte in vergelijking met hetgeen de Regering bedoelt.

De volgende tekst wordt voorgesteld :

"Artikel 11.-
De toegelaten organisaties geven de Minister van Binnenlandse Zaken onmiddellijk kennis van iedere wijziging van de gegevens die tot staving van de toelatingsaanvraag zijn verstrekt".

.../...

Artikel 12.

De tekst zou beter als volgt worden gelezen :

"Artikel 12.-
De toegelaten organisaties zijn aan de door de Minister van Binnenlandse Zaken georganiseerde controle onderworpen".

Artikel 13.

Deze bepaling kan eenvoudiger en ruimer worden geredigeerd als volgt :

"Artikel 13.-
De toelatingsaanvraag wordt aan de Minister van Binnenlandse Zaken gericht.

Zij gaat vergezeld van de documenten en inlichtingen welke de Minister van Binnenlandse Zaken voor het onderzoek ervan nodig acht".

Artikel 14.

1. Het is onnodig te preciseren dat het administratief onderzoek ingesteld en het advies van de Minister van Justitie gevraagd wordt "met het oog op het voorleggen van het dossier aan de Ministerraad".

2. De woorden "het advies van de gerechtelijke overheden" zijn niet nauwkeurig genoeg en zouden bovendien de indruk kunnen wekken dat de Minister van Binnenlandse Zaken zich tot de

"gerechtelijke overheden" zou wenden buiten de Minister van Justitie om, hetgeen strijdig zou zijn met de traditie. De Minister van Binnenlandse Zaken zou ertoe gehouden moeten zijn het advies van de Minister van Justitie in te winnen, terwijl het ontwerp-besluit het aan deze laatste zou overlaten zich te omringen met de adviezen welke hij dienstig mocht achten om te worden voorgelicht omtrent de zienswijze van de "gerechtelijke overheden", met name waarschijnlijk de adviezen van de Procureurs-generaal.

3. Wordt op opmerking nr 2 ingegaan, dan zal het ontwerp-besluit aan de Minister van Justitie de verplichting opleggen om een advies uit te brengen. Het zou dan ook passen dat die Minister het ontwerp-besluit samen met de Minister van Binnenlandse Zaken zou voordragen en medeondertekenen en dat hij, wat hem betreft, met de uitvoering ervan zou worden belast (artikel 19).

4. Het spreekt vanzelf dat het advies van de Minister van Justitie bij het dossier zal moeten worden gevoegd opdat elk lid van de Ministerraad inzage ervan kan nemen.

Derhalve wordt voorgesteld het artikel eenvoudiger als volgt te redigeren :

"Artikel 14.-

De Minister van Binnenlandse Zaken stelt een administratief onderzoek in en vraagt het advies van de Minister van Justitie".

.../...

Artikelen 15 en 16.

Deze twee bepalingen zouden er logischerwijs slechts een mogen vormen.

Zoals vooraan in dit advies is gezegd in verband met de strekking van het ontwerp, zal dit niet tot gevolg hebben dat aan de Koning de bevoegdheid wordt ontnomen om te oordelen of het past een toelating al dan niet te verlenen, ook al zijn alle in het ontwerp gestelde voorwaarden vervuld. Deze bevoegdheid impliceert ook die om het verlenen van de toelating afhankelijk te stellen van het vervullen van bijkomende voorwaarden. Om ieder misverstand te voorkomen, zou die verduidelijking in de tekst moeten staan, samen met de daarbij aansluitende eis dat ieder koninklijk besluit dat toelating verleent, in Ministerraad moet zijn overlegd.

De volgende tekst wordt voorgesteld :

"Artikel 15.-

De toelating wordt, voor een duur van drie jaar, verleend bij een in Ministerraad overlegd koninklijk besluit, dat ze van bijzondere voorwaarden afhankelijk kan stellen.

Zij kan om de drie jaar worden verlengd. De aanvragen tot verlenging worden ten minste zes maanden voor het verstrijken van de lopende periode ingediend".

Artikel 17 (dat 16 wordt).

Uit de aan de Raad van State verstrekte gegevens blijkt dat het niet naleven van de bepalingen van het ontwerp-besluit niet automatisch de in het artikel bepaalde sancties tot gevolg zal hebben. De Koning behoudt in dat opzicht een beoordelings-

.../...

bevoegdheid die Hij bij in Ministerraad overlegd besluit zal kunnen uitoefenen.

De tekst zou dan ook beter als volgt worden geredigeerd :

"Artikel 16.-

De toelating kan bij in Ministerraad overlegd besluit worden herroepen in geval van schending van de bepalingen van dit besluit of niet-naleving van de bijzondere voorwaarden waarvan zij afhankelijk werd gesteld. Deze sanctie heeft de weigering van iedere nieuwe toelating tot gevolg gedurende tien jaar vanaf de herroeping".

Artikel 18 (dat 17 wordt).

Deze bepaling kan duidelijker als volgt worden geredigeerd :

"Artikel 17.-

Dit besluit treedt in werking een jaar nadat het in het Belgisch Staatsblad is bekendgemaakt. Het is van toepassing op de organisaties die, voor de inwerkingtreding ervan, de toelating hebben verkregen die bedoeld is in artikel 1, tweede lid, van de wet van 29 juli 1934".

Artikel 19 (dat 18 wordt).

Om de reden die bij artikel 14 opgegeven is in opmerking nr 3, zou het artikel als volgt moeten worden geredigeerd :

"Artikel 18.-

Onze Minister van Justitie en Onze Minister van Binnenlandse Zaken zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit".

La chambre était composée de		De kamer was samengesteld uit
Messieurs : P. TAPIE,		président de chambre,
de Heren :		kamervoorzitter,
H. ROUSSEAU,		conseillers d'Etat,
A. VANWELKENHUYZEN,		staatsraden,
R. PIRSON,		assesseurs de la section de législation,
L. MATRAY,		assessoren van de afdeling wetgeving,
Madame : M. VAN GERREWEY,		greffier assumé.
Mevrouw :		toegevoegd griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. P. TAPIE.

Le rapport a été présenté par Mlle M.-Th. BOURQUIN, premier auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. TAPIE.

Het verslag werd uitgebracht door Mej. M.-Th. BOURQUIN, eerste auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER, LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

M. VAN GERREWEY,
greffier assumé.
toegevoegd griffier.

P. TAPIE.